

Le budget—M. Crosbie

Le ministre des Finances Allan MacEachen a dit vendredi que le budget qu'il présenterait ce mois-ci tiendrait toutes les promesses faites pendant la campagne des libéraux.

En voici une qu'il n'a pas tenue. Ce n'est pas digne du ministre de prendre la parole au cours de la période des questions, comme il l'a fait aujourd'hui, en essayant de nous duper sur la façon dont le gouvernement a rompu cette promesse solennelle. Ce n'est pas la tendance. En fait, cela ne ressemble à rien. C'est inférieur au taux du PNB, c'est la tendance libérale, et le truc publicitaire ne marchera pas. C'est écrit ici noir sur blanc.

Le *Sun* de Toronto a publié le lendemain de cette occasion solennelle, un éditorial sur le grand programme électoral économique des libéraux. Il a intitulé cet éditorial: «A Pile of Poop». Je vais citer un extrait du *Sun* de Toronto, journal canadien connu. Il avait bien raison de dire cela parce que ces promesses positives n'ont pas été tenues.

J'ai abordé les autres questions hier soir. Je ne vais pas revenir là-dessus. Je ne voudrais pas me répéter. Cependant, il y a un point sur lequel je dois revenir car le ministre des Finances cherche à induire les Canadiens en erreur en leur faisant croire que le gouvernement n'a jamais fait cette promesse solennelle. Son premier ministre a fait cette promesse et le président du Conseil du Trésor et lui-même pillent ouvertement le Conseil du Trésor.

Il nous a parlé au cours de la période de questions de la façon dont nous aurions pu maintenir l'accroissement de nos dépenses à 10 p. 100. Comment l'aurions-nous maintenu? Nous avions au Conseil du Trésor un homme qui s'était engagé à maintenir l'accroissement des dépenses en-deçà de 10 p. 100. En fait, il trouvait ce pourcentage bien trop élevé. Il trouvait cela idiot. Il trouvait que c'était du gaspillage. Il trouvait que le ministère des Finances était complètement cinglé de ne pas maintenir cet accroissement à 5 p. 100. Je puis vous garantir que mon collègue l'aurait maintenu en-deçà de 10 p. 100.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Qu'on ne nous parle plus de cette tentative du ministre des Finances. Nous savons qu'il est astucieux. Les journaux nous le disent, ils nous disent aussi qu'il est rusé et que c'est un habile stratège, qu'il excelle dans le choix des tactiques et des stratégies. Que nous disent-ils encore? C'est un malin. C'est un maître de la stratégie. C'est lui qui nous a fait perdre le pouvoir pour le reprendre, et pour lui la fin justifie les moyens. Il est le grand protagoniste de ce principe.

Le ministre est prêt à tout pour que les libéraux gardent le pouvoir, mais il pourrait au moins le garder tout en faisant preuve d'un peu de franchise, pour faire changement. C'est une promesse que le premier ministre avait faite et qui vient d'être violée par ce budget.

Que peut-on encore reprocher à ce budget? Il serait plus facile et moins long de se demander ce qu'on y trouve de bon. J'ai dû faire allusion à notre budget de décembre dernier parce que le gouvernement en parlera. Nous l'avons entendu en parler au cours de la période de questions d'aujourd'hui. Les libéraux ont fait sortir la douce petite pipelette des rangs pour poser une petite question plate au gros tigre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, à propos de ce qui

serait arrivé au prix du pétrole et du gaz si l'horrible budget Crosbie avait été adopté comparativement à ce qui se passera avec ce merveilleux budget? Nous avons entendu la réponse idiote du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde). Le ministre n'a même pas tenu compte dans ses calculs du nouvel impôt qu'on pourrait appeler l'impôt «pour aider Petro-Canada à acheter des sociétés étrangères au pays». Il n'a même pas tenu compte de cela dans ses calculs. Ce pourrait être \$4 le baril par année. Quelle incidence aura cette mesure sur les prix du pétrole et du gaz au Canada si elle est mise en application? Oublions ces douces petites pipelettes qui posent des questions au gros minet. Laissons-les se pourlécher les babines après avoir avalé ces faussetés.

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Voilà ce que le critique financier du gouvernement a déclaré en décembre dernier, cet homme qui, manifestement, est résigné à son sort. Ce n'est même pas de la résignation, c'est une capitulation. Voici ce qu'il a dit au sujet du budget de l'an dernier et je cite le harsard du 12 décembre à la page 2299:

Ce qu'on aurait dû nous présenter hier soir, c'est un budget capable de contenir l'inflation, de renforcer l'économie et de créer plus d'emplois pour les Canadiens cette année, l'année prochaine et au cours des années à venir. Au lieu, ce budget impose aux Canadiens une hausse du coût de la vie, des prix plus élevés pour les aliments, une hausse du taux de chômage et le marasme économique...

Si je n'avais pas nommé l'auteur de cette déclaration, les députés auraient pensé que je parlais du budget actuel, j'en suis sûr. Ce budget ne contient rien qui puisse racheter le reste, car il n'offre pas la moindre aide aux Canadiens pour faire face à la hausse des dépenses qui résultera de ce budget et que le ministre a prévue. Voilà les Canadiens avec un budget qui ne fait rien pour diminuer l'inflation. Il ne renforce pas l'économie. Il ne crée pas d'emplois. Il augmente le coût de la vie, le prix des aliments, le chômage, sans favoriser la croissance économique. Voilà ce qu'il leur apporte. Il ne leur offre aucune compensation, rien pour les aider à faire face à ce fardeau supplémentaire.

Que peut-on encore lui reprocher? C'est un budget extrêmement rétrograde. Le ministre a dit que mon budget était rétrograde sur le plan social. Le sien est désespérant du point de vue social. Dans notre budget, nous avions certains objectifs que nous voulions atteindre dans l'intérêt du Canada et de la population. Quels étaient-ils? Ils étaient résumés dans notre budget. Nous avons dit que l'économie canadienne avait un grand potentiel. Deuxièmement, qu'il était possible d'améliorer le rendement économique en accordant davantage de stimulants aux particuliers et aux entreprises.

Où cela figure-t-il dans ce budget? Il oublie complètement le secteur privé. Le gouvernement va intervenir dans ce secteur. C'est un budget interventionniste à grande échelle. Le gouvernement accapare des pouvoirs considérables. Voilà maintenant qu'il va affaiblir le secteur privé. Le secteur du pétrole et du gaz ne méritera plus désormais le qualificatif de privé. S'il est encore privé, il y a eu immixtion, ingérence dans ses affaires privées.